

<http://snetap-fsu.fr/Communique-CSN-rentree-2017.html>



# Communiqué CSN rentrée 2017

- Nos Actions - Communiqués -

Date de mise en ligne : vendredi 29 septembre 2017

---

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

---

### **Premiers mois du nouveau gouvernement : Des orientations clairement libérales et antisociales que le SNETAP-FSU doit combattre.**

**Les annonces et décisions prises par le gouvernement durant l'été sont guidées par l'austérité mettant à mal les solidarités, s'attaquant brutalement aux droits sociaux** : nouvelle réduction des dépenses publiques, suppressions de contrats aidés, baisse des APL, multiplication de mesures négatives concernant les agent.es publics, réforme du Code du travail sans réel débat démocratique. Le 12 et le 21 septembre, le SNETAP-FSU avait appelé les personnels à participer aux actions initiées par la [CGT](#) et solidaires, rejoints par la FSU et l'Unef pour contrer les projets d'ordonnances réformant le code du travail. L'adoption, de façon autoritaire, de ces ordonnances par le Conseil des Ministres après une pseudo-concertation ne doit pas arrêter le combat pour leur abrogation et le retour au respect des conventions collectives. La FSU doit continuer à rechercher la convergence des luttes contre la destruction des acquis sociaux et de la fonction publique, avec toutes les forces qui partagent cet objectif.

Après s'être attaqué au droit du travail et faisant écho aux demandes de l'[ARF](#) et du patronat, le gouvernement annonce une réforme de la Formation professionnelle pour le printemps prochain qui comportera un volet sur l'apprentissage. Il affiche la volonté de développer l'apprentissage et de refondre l'ensemble du système de formation où l'individualisation de la formation serait au coeur du projet, alors même que toutes les incitations passées ont montré leur inefficacité.

**Le SNETAP-FSU rappelle l'importance et le rôle essentiel de la formation initiale et des diplômes dans l'insertion sociale et professionnelle des jeunes. La nécessité de continuer à élever le niveau de qualification de l'ensemble de la population doit aussi rester un objectif central. Pour la FSU, le service public d'éducation doit rester l'opérateur privilégié.**

Et, dernier élément de la politique antisociale du gouvernement, l'inscription dans la loi des dispositifs relatifs à l'état d'urgence et la répression envers les personnes aidant les migrants. Le SNETAP-FSU dénonce la poursuite à l'encontre de tous les aidants et la condamnation de certain.es et demande leur levée et la suppression du délit de solidarité. Le gouvernement, avec l'ensemble des pays de l'Union européenne doit au contraire mettre en oeuvre des politiques d'accueil dignes pour toutes et tous les migrant.es, respecter leurs droits et assurer leur sécurité.

Ce sont donc les populations les plus fragiles, les jeunes, les retraité.es, les précaires... qui paient le prix fort de cette politique.

**Pour les agent.es de la Fonction publique, les conséquences sont particulièrement brutales** : gel de la valeur du point d'indice, suppressions d'emplois, rétablissement de la journée de carence, augmentation de la CSG, attaque de plus en plus contre la sécurité sociale qui dégrade le pouvoir d'achat des retraité.es et des fonctionnaires, et toujours la menace d'une possible remise en cause du calendrier des mesures PPCR.

Pour dénoncer ces mesures inacceptables et peser sur les choix du gouvernement, le SNETAP-FSU appelle les personnels de l'enseignement agricole public à se mobiliser, à faire grève et à manifester le 10 octobre, à l'appel de toutes les fédérations de la Fonction publique. Cette unité syndicale est inédite depuis 10 ans.

Le Conseil des Ministres du 27 septembre a validé le projet de budget concocté par le Gouvernement pour 2018. Se défendant d'être au service des plus riches, le gouvernement intègre à la loi de finance la baisse de la taxe d'habitation qui est un leurre : de nombreux ménages, les plus modestes étant déjà exonérés.

Rarement une loi de finance a été aussi injuste, et favorable aux détenteurs du capital. Macron est au service d'une

minorité d'ultra riches. À nous de faire obstacle à cette politique et de porter nos alternatives au service de la majorité.

Avant le Conseil des Ministres, **Stéphane Travert, Ministre de l'Agriculture a présenté aux organisations syndicales, le projet de budget de son Ministère. Celui-ci s'inscrit dans le droit fil de cette politique.** Par exemple, l'économie de 1,5 millions d'euros sur le dos des agent.es malades, par le rétablissement du jour de carence figure explicitement dans les documents budgétaires présentés. Si l'enseignement agricole est épargné par les suppressions d'emplois, ce budget marque un coup d'arrêt aux créations d'emplois de ces dernières années, que le SNETAP avait pourtant jugées insignifiantes au regard des besoins du service public et en particulier de l'accueil des élèves en situation de handicap et des besoins d'individualisation qui nous avait été « vendue » comme la contrepartie de la rénovation de la voie professionnelle. Par ailleurs, le renfort de certains secteurs (instruction des dossiers [PAC](#) pour les agriculteurs et agricultrices) se fait au détriment des services support ([DGER](#), [SRH](#), [DRAAF](#), [SRFD](#)) qui étaient « déjà à l'os » selon les propres propos de l'administration.

Des mesures catégorielles, pourtant promises par le gouvernement précédent, sont mises au placard (revalorisation des [ACEN](#), statut de corps des personnels de direction, obligation de service des professeur.es TIM, [ESC](#) et Doc) ... Et les incertitudes demeurent sur la mise en oeuvre de PPCR, notamment les dispositions qui devaient entrer en vigueur au 1er septembre ou au premier janvier 2018.

Ces annonces ne peuvent qu'aggraver la situation future de l'enseignement agricole, dont la rentrée 2017 a déjà été difficile et a conduit à la mobilisation de certains établissements ou de certaines [régions](#). En effet, cette rentrée a de nouveau vu des fermetures de classes, des refus d'élèves du fait des plafonnements d'effectifs, de dédoublements réglementaires non assurés ou des suppressions d'options facultatives.

**Pendant l'été, le Gouvernement a lancé des Etats Généraux de l'alimentation** destinés à réfléchir à une plus juste rémunération des agriculteurs et à une alimentation de qualité, saine et accessible à tous, produite dans le respect de l'environnement.

Pour le SNETAP-FSU, la question de la transition écologique doit être le fil conducteur de ces États généraux de l'alimentation. Il entend y défendre la place de services publics (dont l'enseignement agricole, la formation professionnelle et la recherche) comme élément moteur des changements nécessaires des modes de production, de transformation et de distribution des produits agro-alimentaires, changements d'autant plus importants qu'ils seront la garantie d'une rémunération juste des paysan.es, de meilleures conditions de travail et d'une alimentation de qualité accessible à toutes et tous.

Pour autant, la FSU a été écartée des premiers ateliers qui se sont réunis, ce qui laisse mal augurer des travaux de ces États généraux. Mais le SNETAP-FSU entend néanmoins faire entendre sa voix, et utilisera pour ce faire d'autres moyens. C'est en ce sens qu'il entend se rapprocher des organisations ou associations avec lesquelles il travaille depuis de nombreuses années sur ces questions et dont il partage les valeurs. C'est pourquoi le [CSN](#) décide d'apporter la signature du SNETAP-FSU en soutien de la « plate-forme citoyenne pour une transition agricole et alimentaire » qui décline 67 propositions en faveur d'une agriculture qui réponde aux enjeux environnementaux et climatiques et créatrice de valeur dans les fermes et les territoires ruraux et pour l'accès à toutes et à tous, en France et dans le monde, à une alimentation saine et de qualité.

C'est donc l'ensemble de la politique de ce gouvernement que le SNETAP-FSU devra continuer à combattre dans les mois à venir.

Paris, le 28 septembre 2017